

L'état de l'économie

Le message transmis dans la plupart des témoignages sur ce sujet se résume ainsi : l'économie mondiale est à un carrefour. On nous a dit que la transformation qu'elle subissait à l'heure actuelle pourrait s'avérer comparable à la Révolution industrielle d'une époque antérieure. De nouveaux événements et procédés modifient ou supplantent les forces économiques traditionnelles qui ont façonné la période de l'après-guerre. Dans cette nouvelle conjoncture économique internationale, comme M. Gerald Helleiner l'a dit au comité,

la première priorité pour un pays comme le Canada, qui dépend dans une si large mesure de la stabilité et de la prévisibilité du système économique international, doit assurément être la stabilité et l'ordre du système international. Et ce non pas uniquement dans la seule sphère commerciale, bien que le commerce soit de toute façon inextricablement lié aux questions financières, à l'argent, à la finance, au système de *Bretton Woods* et à sa capacité de nous faire braver la prochaine récession ou, si vous voulez, de nous amener jusqu'à l'an 2000 sans que nous nous cassions la figure. Ça devrait être la toute première priorité de la politique étrangère canadienne (22:42 et 43).

La caractéristique la plus remarquable des vingt-cinq dernières années a été l'interdépendance grandissante de l'économie mondiale qui a des conséquences importantes pour la politique économique étrangère du Canada. Il n'y a plus de nette démarcation entre la politique nationale et la politique internationale. Des témoins nous ont dit qu'il faudrait fixer les objectifs et les priorités en tenant compte des obligations internationales du Canada et des contraintes imposées par la conjoncture économique mondiale. Les politiques nationales en matière de fiscalité, d'agriculture, d'expansion régionale ou d'investissement peuvent avoir une influence tout aussi grande sur le commerce international que les tarifs douaniers ou les quotas. De plus, les mesures prises par d'autres gouvernements pour compenser les répercussions extérieures de politiques nationales sont souvent perçues comme des atteintes à la souveraineté et deviennent donc rapidement politisées. Les témoins ont donné en exemple le débat autour du Programme énergétique national et les efforts déployés pour libéraliser le commerce international des produits agricoles.

Le livre vert sur les relations extérieures du Canada se caractérise notamment par l'importance qu'on y accorde à la compétitivité de l'économie canadienne. Son titre, *Compétitivité et sécurité : Orientations pour les relations extérieures du Canada*, en témoigne. Malgré l'accent mis sur ce sujet, il a rarement été question de l'état de l'économie et de ses répercussions sur les relations extérieures du Canada dans les mémoires soumis au comité durant la deuxième étape de ses travaux. Pendant la première étape, le comité avait reçu de nombreux mémoires consacrés aux négociations canado-américaines visant une libéralisation des échanges; les auteurs de certains mémoires ont sans doute estimé avoir alors fait le tour de la question.

La plupart de ceux qui ont traité dans leur mémoire de la politique commerciale et de la place du Canada dans l'économie internationale ont limité leurs propos à ces deux questions, comme si les relations commerciales et les relations extérieures étaient deux choses tout à fait distinctes. Bien qu'un certain nombre de témoins aient reproché aux auteurs du livre vert de n'avoir pas donné assez d'importance à la poursuite par le Canada d'une politique extérieure sensée, active et idéaliste, d'autres ont loué l'intégration du commerce et de la politique extérieure et ont soutenu qu'on avait eu raison de faire ressortir l'importance de la compétitivité de l'économie canadienne sur les marchés mondiaux.